



Paris, le 12 novembre 2014

La fusion de corps ou l'identité professionnelle en décomposition

Si la **fusion de corps** est considérée par l'Administration comme un objectif central en matière de gestion RH, c'est en réalité le moyen de mieux mettre à mal tous les droits et acquis des personnels, en les fondant dans un moule commun. **Le nivellement par le bas en quelque sorte !**

Certaines mesures préparent et facilitent ce vaste chantier : c'est le cas notamment de l'harmonisation des régimes indemnitaires via le RIFSEEP. Pour mémoire, le MI projette une adhésion anticipée des IPCSR à ce nouveau dispositif (les DPCSR l'intégreront, au plus tard, le 1^{er} juillet 2015 car le décret RIFSEEP abroge la PFR). **Cet empressement n'a sûrement pas pour but de contenter les agents !**

Concernant les IPCSR et DPCSR, fusionner avec d'autres corps de l'Administration ne favoriserait en rien une mobilité choisie. En effet, mis en concurrence avec des agents exerçant depuis toujours des missions bien moins spécifiques que les nôtres, nous ne serions « *élus* » à la mobilité (poste et lieu géographique), qu'**en fonction des besoins de l'Administration, c'est-à-dire là où personne ne veut aller !**

Ce serait également le moyen imparable pour l'Administration de porter un coup fatal aux syndicats nationaux d'IPCSR et de DPCSR. Or il est évident que **plus le champ d'action d'un syndicat est élargi, plus la connaissance des dossiers généraux et individuels des agents devient problématique.**

En outre, dans le cadre d'une décentralisation accrue des services publics, l'échelon territorial régional est jugé par l'Administration comme le seul pertinent en ce qui concerne la coordination et le pilotage de l'action publique. Dans l'hypothèse d'une fusion des IPCSR et DPCSR avec d'autres agents, tels les SA et attachés du MI, les CAP nationales spécifiques actuellement en vigueur seraient irrémédiablement supprimées pour céder place à des CAP locales à caractère interministériel.

L'objectif ultime, préconisé par certains laboratoires d'idées (think tanks) néolibéraux, consisterait à créer des corps communs à deux ou aux trois fonctions publiques. C'est la remise en cause violente du statut général et de son architecture à trois versants (FP d'État, Territoriale et Hospitalière).

Revendiquer la fusion de corps comme le font certaines organisations syndicales constitue un exercice irresponsable pour l'avenir des corps, pour les statuts particuliers et pour le statut général de la Fonction Publique. En conséquence, le SNICA-FO luttera sans ménagement contre ces orientations suicidaires pour les agents.

La fusion : encore une affaire de chiffres

Comme dans beaucoup d'autres domaines relatifs au secteur public, les fusions obéissent à une logique comptable. Le Gouvernement poursuit en effet inexorablement la réduction du nombre de corps dans la fonction publique. Alors qu'en **2007** il existait plus de **680 corps**, il était possible d'en dénombrer 333 au 1^{er} janvier 2013. Cette démarche devrait se poursuivre afin d'atteindre **230 corps d'ici fin 2015**.

Pour quels objectifs officiels ?

Selon l'Administration, il s'agirait d'améliorer la gestion des personnels et d'enrichir les viviers de recrutement des employeurs publics grâce à une mobilité accrue des personnels. La mobilité se trouverait ainsi facilitée.

Mais dans quels buts inavoués ?

La logique qui préside à la fusion des corps découle en réalité des politiques de casse du service public telles la RGPP et, dans son prolongement, la MAP.

Il s'agit en définitive de réduire les coûts de gestion et les effectifs, sous le prétexte fallacieux de favoriser la mobilité.

Pour autant, une mobilité facilitée ?

Soyons lucides : les freins à la mobilité ne sont pas liés à l'origine du corps, mais bien à la réduction globale des effectifs dans la fonction publique. Il est impossible de passer d'un ministère à l'autre si le plafond d'emplois est déjà atteint. Donc la fusion n'y changera rien.

En revanche, concernant la mobilité interne au sein des corps fusionnés, la mobilité forcée est une « idée » qui fait son chemin : le récent rapport Pêcheur propose d'instaurer **un dispositif d'affectation d'office en cas de suppression de l'emploi**.

La fusion, ou la dilution de l'identité professionnelle

L'existence d'un corps repose sur un ensemble de critères : nature des missions, compétences et qualifications requises pour l'exercice de ces missions, responsabilités exercées.

Ainsi les réorganisations liées aux fusions déstabilisent les identités professionnelles des agents, en regroupant de façon artificielle et dans le but unique de satisfaire des objectifs comptables, des corps très différents.

Ce phénomène des fusions soulève donc la question de la préservation de la diversité des compétences dont l'État a besoin et dont les corps sont porteurs. En effet, toute fusion porte en soi le risque d'une uniformisation autour d'un profil majoritaire. Compte tenu de la faible importance numérique de nos corps, il serait inéluctable de voir nos spécificités, tant professionnelles qu'organisationnelles, disparaître dans l'hypothèse d'une fusion avec d'autres corps du MI.

La diminution progressive de qualification des personnels, contenue en germe dans la fusion de corps, favorise également la privatisation de missions de service public, en participant à la perte de culture et d'identité professionnelle des agents. De plus, rendre un service public incompétent aux yeux de l'opinion, revient à légitimer sa privatisation !